République Française — Elections Législatives des 14 et 21 juin 1981 — 2ᵐᵉ circonscription Drôme

AUJOURD'HUI L'ECOLOGIE

Plus d'un million de Français ont voté pour l'écologie le 26 avril dernier. Pourtant les partis politiques veulent exclure les écologistes ou les forcer à s'intégrer dans la droite ou la gauche. Mais nous refusons de céder à cette conception périmée de la vie politique. Malgré l'absence de scrutin proportionnel, qui nous prive de plusieurs dizaines de députés, nous avons choisi d'être présents aux élections législatives pour affirmer notre indépendance et défendre des propositions précises face à la crise actuelle. Parce que, si nous sommes satisfaits de la défaite de la classe politique la plus autoritaire de ce pays, nous n'adhérons pas pour autant au programme de la nouvelle majorité présidentielle. Et nous appelons les Français à renforcer le mouvement écologiste pour éviter tout retour en arrière et infléchir la politique du nouveau septennat.

VERS L'ECONOMIE POST-INDUSTRIELLE

Les recettes du passé ne guériront pas une économie malade du gaspillage et de la croissance. Les nationalisations et les multinationales ne résoudront pas les problèmes.

Nous refusons la société du plutonium : le bon sens réclame l'abandon définitif du surgénérateur de Creys-Malville. La France doit refuser la guerre économique où le plus fort écrase le plus faible, où les pays riches ruinent et affament le tiers monde en lui vendant des armes au lieu de l'aider à développer ses cultures vivrières. Nous proposons le passage progressif à une économie post-industrielle qui respecte la nature et la santé et favorise l'autonomie des personnes. C'est pourquoi les écologistes se battront pour le partage du travail et de l'emploi, pour la justice sociale, pour le choix, à la place du nucléaire, de techniques maîtrisables comme l'énergie solaire et toutes les autres énergies renouvelables, non génératrices de déchets dangereux. Il faut en finir avec le « productivisme ». L'important n'est pas de produire plus, mais de consommer mieux ; le pouvoir de vivre doit remplacer la course au pouvoir d'achat.

VERS LA DEMOCRATIE DU QUOTIDIEN

La Vᵐᵉ république renforce l'Etat central, concentre les pouvoirs entre les mains d'une seule classe politique et technocratique, voire d'un seul homme. La séparation des pouvoirs, la décentralisation, le développement des libertés (abrogation de la loi Peyrefitte « sécurité et liberté ») vont de pair avec la libération des moyens d'information et de communication. Il faut donc une nouvelle Constitution, où la démocratie directe ait sa place à côté de la démocratie représentative. Ces conditions sont absolument nécessaires pour rendre vie aux zones rurales, humaniser les villes, briser la solitude. Les écologistes se battront donc pour la représentation proportionnelle, le non-cumul des mandats, le développement de la vie associative.

VERS LA SOLIDARITE MONDIALE

Les rapports internationaux ne doivent plus être dominés par la rivalité Est-Ouest, mais par la solidarité Nord-Sud. C'est le rôle d'une Europe des régions qui prenne ses distances par rapport aux superpuissances. Pour engager cette politique et casser l'engrenage de la violence, les écologistes proposent d'asseoir la sécurité de la France sur une véritable défense civile et d'abandonner l'arme nucléaire qui menace mortellement la population au lieu de la protéger. Les emplois et les centaines de milliards ainsi libérés pourraient alors être consacrés à des productions utiles, à une réelle indépendance énergétique et à une aide intelligente au tiers-monde. Plus qu'un geste d'apaisement, cette décision unilatérale de la France provoquerait dans le monde un véritable choc psychologique capable d'entraîner d'autres puissances dans la même voie. A cet effet nous proposons la création immédiate d'un Ministère de la Paix.

C'est en continuant de croire et de faire croire que la Paix est une utopie que peu à peu on s'achemine vers la Guerre.

Nous vous appelons à former avec nous une véritable « coalition pour la Paix ».

En votant « Ecologie » vous indiquerez VOTRE CHOIX.

ET DANS NOTRE CIRCONSCRIPTION ?

Déjà, aux précédentes Elections Législatives, en 1978, nous vous faisions part de nos préoccupations et de nos propositions pour l'avenir.

Néanmoins, nos élus, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont laissé s'installer, quand ils ne l'ont pas réclamée, une situation qui se révèle désastreuse et se traduit par un déséquilibre de plus en plus grand entre notre arrière-pays et la Vallée du Rhône proprement dite.

Les gros chantiers de Tricastin et de Cruas, avec leurs milliards, leur apparente et trompeuse facilité d'emploi, ont drainé la main d'œuvre vers la vallée. On reconnait maintenant que les effets bénéfiques ont été surestimés, que les activités locales ont été désorganisées, et que le chômage va s'accentuer avec la fin des chantiers. Ce résultat, nous l'avions prévu et dénoncé.

C'est pourquoi nous continuons aujourd'hui à nous battre pour que la politique régionale s'oriente dans une voie totalement différente :

IL NE FAUT PLUS TOLERER LE GIGANTISME QU'IL SOIT INDUSTRIEL OU AGRICOLE

IL NE FAUT PLUS SUBVENTIONNER L'ABSURDE



IMPRIMERIE DU CRESTOIS - CREST

QUELQUES PROPOSITIONS :

PRIORITE A L'AGRICULTURE

Le retour à une population agricole nombreuse aura un effet d'entraînement sur le contexte social : la notion de village reprend ses droits avec l'école, l'artisanat, le commerce, la vie culturelle, le tourisme adapté aux conditions locales ; peuvent alors s'installer de petits ateliers industriels dont la main-d'œuvre habite sur place. C'est une vie à l'échelle humaine qui reprend.

Pour cela, il faut :

- instaurer pour les produits agricoles de base (céréales, viande, vin) des quota favorisant les petites productions, afin d'encourager la polyculture et l'élevage plus naturels, et par conséquent le maintien des agriculteurs dans l'arrière-pays.

- réduire les exigences de compétences pour les jeunes qui veulent s'installer.

- favoriser le développement de circuits de distribution émanant des agriculteurs eux-mêmes, par vente directe ou systèmes coopératifs adaptés. Raccourcir les circuits de distribution existants. Les produits sont achetés trop peu cher aux producteurs, vendus trop cher aux consommateurs.

- Faire comprendre à chacun qu'il faut faire vivre « sa » région en consommant d'abord les produits locaux, en payant à son juste prix la qualité. Il faut donc redéfinir nos véritables besoins en prenant conscience que la nourriture est la base de notre santé.

INDUSTRIE NUCLEAIRE

Nous maintenons qu'il est possible de se passer de l'électronucléaire, qui ne nous donne en outre aucune indépendance énergétique.

Nous demandons :

- Arrêt des trois réacteurs EDF en marche à TRICASTIN et non-chargement du 4me. Ces réacteurs sont fissurés et font peser sur la population des risque importants. Le Président de la République a d'ailleurs été saisi directement de ce problème par le syndicat CFDT.

- Arrêt de la construction de la centrale de CRUAS. L'étude météorologique de 1975 déconseille cet emplacement. En effet, la ville de Montélimar et ses environs recevront la plus grande partie des effluents gazeux radio-actifs et de la vapeur en provenance de la centrale. Cette étude n'a pas été communiquée au dossier d'enquête d'utilité publique.

- en attendant l'abandon du nucléaire :

— suppression des avantages fiscaux dont bénéficient abusivement les installations nucléaires du Tricastin et répartition des patentes de ces industries sur l'ensemble de la région, notamment pour le développement de l'arrière-pays et pour la construction d'une usine de récupération et de recyclage des matières plastiques.

— constitution et mise au travail immédiates d'une Commission de Contrôle et de Surveillance des Installations nucléaires. Mise en place d'un réseau de contrôle de la radioactivité et d'alarme automatique des populations.

Contrôle de la décharge industrielle de Solérieux.

Etude du montant des sommes à indemniser ainsi que des coûts sociaux en cas d'accident nucléaire majeur. Solvabilité des compagnies d'assurances, part de la collectivité nationale, etc. Etablissement de statistiques médicales, à partir des dossiers du personnel travaillant ou ayant travaillé dans l'industrie nucléaire.

L'EAU, SOURCE DE VIE

Le problème des ressources en eau et surtout de l'eau potable se pose dès maintenant et risque d'être, très bientôt, dramatique.

Nous proposons qu'une information honnête et complète soit faite par les services publics sur les pollutions diverses ainsi que le gaspillage de l'eau à tous les niveaux. Des mesures draconiennes devront être prises. La prévention de la pollution coûte moins cher que la réparation de la santé.

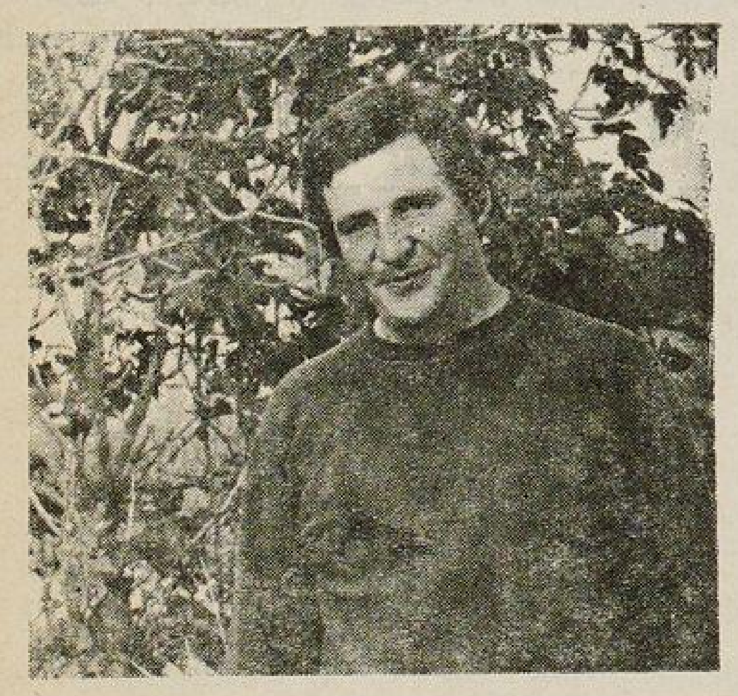
LA SANTE

Nous proposons la mise en place d'une organisation hospitalière favorisant l'hospitalisation à domicile.

Ceci créerait de nombreuses équipes de service santé, médecins, infirmières, etc. et soulagerait les finances de la Sécurité sociale tout en contribuant à l'humanisation des soins.

Nous ne prétendons pas donner ici un inventaire complet des mesures que nous entendons voir appliquer. Nous souhaitons que les citoyens et leurs associations établissent un dialogue fructueux avec les pouvoirs publics. Il n'y a pas de recette miracle. C'est à chacun de garder son esprit critique et de participer aux décisions qui le concernent.

Nous devons être conscients de notre responsabilité à l'égard des générations à venir.







Nos candidats : Ni des vedettes, ni des politiciens, de simples citoyens, choisis par nous au sein de l'équipe.

Jacques JALIFIER	**Nicole Sabatier**
CANDIDAT	46 ans artisan
30 ans viticulteur	SUPPLEANTE

Comme d'habitude, et par respect pour la maturité et la responsabilité de nos électeurs, nous ne donnerons aucune consigne de vote entre les deux tours.